

# RETRO POLITIQUE

2023

societe.union@sonapresse.com

## Élections générales 2023 : un processus biaisé !

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/ Gabon

**S**UR le plan politique, l'un des faits marquants de l'année 2023 aura été le processus électoral en vue des élections générales (présidentielle, législatives et locales), prévues le 30 août.

Tout a commencé le 10 février avec l'élection querrelée de Michel Stéphane Bonda à la tête du Centre gabonais des élections (CGE). Ce cadre proche du Parti démocratique gabonais (PDG) et ancien membre du gouvernement, avait été plébiscité ou presque par le Collège spécial. D'où sa victoire sans coup férir. S'ensuivra la modification par le Bureau du CGE, de façon unilatérale, "des règles de jeu en pleine année électorale", pour



Le président du CGE annonçant les modifications électorales décriées par une bonne frange de l'opposition.

reprandre les arguments des leaders de l'opposition, notamment ceux de la "Plate-forme alternance 2023" (PA 2023). Michel Stéphane Bonda et les siens ont ainsi "imposé" aux acteurs politiques, en lice, et au corps électoral le déroulement simultané des trois scrutins (Ndlr : présidentiel, législatifs et

locaux), le bulletin unique et la suppression de l'enveloppe accolée. Une décision qui a provoqué un tollé.

En réaction, Jean-Valentin Leyama, François Ndong Obiang, Alexandre Barro Chambrier, Paulette Missambo, Raymond Ndong Sima, Mike Jocktane, Edmond

Okemvele Nkogho, Justine Lekogo et Geoffroy Fouboula Libeka, introduisent le 17 juillet 2023 auprès de la Cour constitutionnelle un recours en annulation de la loi portant modification et complétant certaines dispositions de la loi n° 07/96 du 12 mars 1996 portant élections politiques. Une requête à laquelle la haute juridiction de l'époque n'a pas accédé.

Aux yeux de nombreux Gabonais, la présidentielle se résumait à un duel entre Ali Bongo Ondimba et

le Pr Albert Ondo Ossa désigné comme candidat de la "PA 2023". Le jour du scrutin de nombreuses anomalies graves ont été observées sur toute l'étendue du territoire. Et la tension palpable dans tout le pays.

Le 30 août 2023, aux premières heures, Michel-Stéphane Bonda à la surprise générale, annonce la victoire d'Ali Bongo Ondimba. Il n'en fallait pas plus pour que les militaires interviennent pour balayer le régime en place et instaurer une Transition.

## L'avènement du CTRI et la mise en place des institutions de la Transition

A.M  
Libreville/Gabon

**L**E 30 août 2023, est considéré comme une date historique au Gabon. Et pour cause, elle symbolise la libération du Gabon et son peuple d'un régime moribond et corrompu. Une œuvre du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) qui regroupe en son sein les Forces de défense et de sécurité (FDS), avec à sa tête le général



autres membres du gouvernement est intervenue deux jours plus tard.

À la suite des membres du gouvernement, le président de la Transition a pris deux décrets le 11 septembre. L'un portant nomination de la présidente du Sénat, Paulette Missambo, et l'autre, nommant le président de l'Assemblée nationale, Jean-François Ndongou. Les deux Chambres du Parlement ont été complétés le 7 octobre avec la nomination des autres membres. On est parti d'un Parlement pléthorique (195 membres) à l'actuel de 168 membres au total.

Dernière institution à être réhabilitée, le Conseil économique,

social et environnemental (CESE) le 25 octobre avec la nomination de son président, Séraphin Moundounga, et ses vice-présidents. Les autres membres seront connus plus tard.

À noter que dans le cadre de la mise en place des institutions de la Transition, Oligui Nguema et ses hommes ont procédé à la réduction des membres de la Médiature de la République et à la suppression du Haut-commissariat de la République. Cela, conformément à la volonté du CTRI de réduire le train de vie de l'État. Laquelle volonté a conduit le général Oligui Nguema à renoncer à son salaire de président de la République.

## Transition : une offensive diplomatique rondement menée

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

LE 19 septembre dernier, le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, entama, par Malabo, sa tournée dans la sous-région. Ce qui constituait son premier déplacement à l'étranger quelques semaines après la prise effective du pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le 30 août 2023.

Une tournée qui visait à rassurer ses pairs de l'Afrique centrale et à les édifier sur les raisons pour lesquelles les Forces de défense et de sécurité avaient entrepris de libérer notre pays. Tout en tentant de les convaincre de la nécessité de lever les sanctions prises contre le Gabon par les instances sous-régionales, au lendemain du "coup de libération" largement salué par les populations.

De Malabo à Oyo, en passant par Kinshasa, N'Djamena, Bujumbura, Sao Tomé, Kigali et Yaoundé, le chef de l'État, auréolé d'une très forte onction populaire, s'est fait le porte-voix des aspirations profondes des Gabonais et Gabonaises tout en présentant à ses différents interlocuteurs le projet de programme de la Transition devant conduire à un retour de l'ordre constitutionnel normal. Avec à la clé, l'organisation d'un Dialogue national inclusif, l'approbation par référendum d'une nouvelle



Loi fondamentale et la tenue des élections en août 2025.

Cette offensive diplomatique a été entrecoupée par sa participation, du 10 au 11 novembre 2023, au Sommet des trois bassins forestiers tropicaux à Brazzaville. Puis au 1er Sommet Arabie saoudite-Afrique, du 10 au 11 novembre, à Ryad, à l'invitation du roi Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud. À la COP 28 à Dubai le 1er décembre et, deux semaines plus tard, au Sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le 15 décembre dernier à Djibolho, en Guinée équatoriale.

Le tout, peu avant de s'envoler deux jours après à New York où le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et le président de l'Assemblée générale de cette organisation mondiale, Dennis Francis, ont apporté leur soutien à la Transition. Un soutien de taille qui laisse augurer bien d'autres.